

DÉCLARATION LIMINAIRE

www.fnte.cgt.fr



CSA-R TERRE du 18 juin 2025

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Nous voici réunis pour la première réunion du Comité Social d'Administration du Réseau Terre (CSA R TERRE) de l'année.

Notre Ministère devenu très récemment Ministère des Armées été auparavant le Ministère de la Défense, la sémantique ayant certainement son importance. Le MINARM évolue actuellement dans ce contexte préoccupant de nouveau désordre mondial post COVID, jour après jour, un cycle de guerre originelle se confirme, se mettant en place sous nos yeux partout dans le monde. Une énergie de dingue semble donc se déployer pour des passions résolument tristes. Espérons toutefois, que l'expression « jamais 2 sans 3 » ne se vérifie, car si par folie, une telle tragédie devait se produire à nouveau, les opportunités resteront rarissimes, certainement à l'échelle d'une petite « niche ». Dans les guerres modernes il n'y a jamais de gagnant, tout le monde en sortira perdant-perdant. C'est ainsi.

Pour la **CGT**, l'utilisation de la force doit donc rester le dernier des derniers des recours et surtout contre qui ? Contre quel ennemi ? Par exemple, l'importation de gaz Russe a bondi en France de 80% en 2024 par rapport à 2023 et les produits chimiques et nucléaires Russes sont toujours importés dans notre pays pour ne citer que nous. En 2001 la dernière mine d'uranium ferme en France, aujourd'hui 100% de nos combustibles nucléaires civils et militaires sont importés ce qui nous rend totalement dépendant et mettant à mal notre souveraineté énergétique et de défense.

En attendant selon les sources de nos alliés Américains le conflit Russo-Ukrainien entame ses 1,4 millions de morts et de blessés civils et militaires. Ce conflit commencé en 2014, est dans une impasse et la tentation d'escalade incontrôlée est palpable, quid du nucléaire dans une guerre froide devenue chaude ? Avec le nucléaire, le premier qui tire, perdra aussi.

Malheureusement, nous ne percevons pas non plus d'action politique constructive en faveur de démarches diplomatiques, grande tradition prestigieuse Française très longtemps respectée à travers le monde et qui faisait par le passé rayonner notre pays. Au lieu de ça on nous sert à toutes les sauces de la rhétorique guerrière et une réduction drastique des moyens alloués au corps diplomatique à un des moments où nous en aurions le plus besoin.

L'ONU semble pour le moment impuissante et pour cause un de ses 5 membres permanent de sécurité vient d'agresser un autre pays et ce n'était peut-être pas envisagé au départ ? Malgré tout, L'ONU est et restera encore aujourd'hui, l'embryon presque parfait, mais pour le moment inabouti, d'une future gouvernance mondiale qui espérons-le, nous préservera dans l'avenir des dangers qui ne sont plus à démontrer des extrémismes/nationalistes de tous poils et de tous horizons.

En même temps, nous constatons que dès qu'il s'agit de « l'économie de guerre » et du programme Européen « ReArmEurope, rebaptisé Readiness 2030 » immédiatement les dérogations aux règles budgétaires permettent d'exploser les sacrosaints plafonds en matière de déficit public... Bye..bye les clauses du pacte de stabilité appliquées à la santé, à la Fonction Publique, aux retraites ou encore à l'Éducation Nationale par exemple. L'orthodoxie budgétaire s'applique donc à géométrie variable selon les intentions dans un monde où il n'y a jamais eu autant d'argent et de richesses produites et en circulations. L'argent ne serait donc décidément pas un véritable problème mais un simple outil tout de même très puissant.

Sans être naïf, il est évident et incontestable qu'une Europe de la Défense est indispensable et que des moyens raisonnés et mutualisés doivent être engagés pour reconstruire ce qui a été démantelé depuis des années et pour commencer déjà au niveau National. D'ailleurs à l'époque on expliquait à la **CGT** qu'elle ne comprenait rien quand elle s'opposait à la destruction des outils de défenses et de ses écoles de formation. Pourtant nous y voilà, avec le recul qui s'impose, notre analyse n'était finalement pas si mauvaise que ça. Nous voilà bien effectivement dans la contrainte de l'urgence à devoir tout reconstruire et la vague est très haute. Une reconstruction au coût exorbitant où la part laissée aux industriels reste la plus intéressante, l'étatique quant à lui, fera le reste et c'est bien cela qui pose aussi question. Dans les Partenariats Public/Privé (PPP) rare les cas où l'intérêt Public gagne.

Comme cela a pu se confirmer dans un précédent CSA R TERRE tout le MCO (Maintien en Condition Opérationnelle) le plus rentable est donné aux industriels privés et tout ce qui n'est pas rentable ou vieillissant à l'étatique. C'est simple. Quelle place et à quelle hauteur occuperont dans l'avenir proche les personnels civils du MINARM et pour quelles missions et rémunérations ?

Pour la **CGT** cette reconstruction ne doit surement pas se faire aujourd'hui au détriment des autres enjeux de société (retraite à 60 ans / salaires / santé / éducation, services publics etc...). Pour le conflit Russo-Ukrainien la France semble particulièrement se surexposer par rapport aux autres capitales Européennes. Pourquoi une telle posture alors que nos comptes sont soi-disant vides et notre endettement intenable ? Une guerre ça coûte quand même une sacrée blinde. Pourrons-nous nous payer ce « luxe » ? et à quel prix ?

Avant qu'elle ne devienne NEXTER puis aujourd'hui KNDS la société étatique GIAT Industries enregistrée les premiers bénéfices avec l'emblématique chars Leclerc produits alors à l'époque à 406 exemplaires.

Mais la force de GIAT industries était la diversification de son outil de production, à titre d'exemple caractéristique, GIAT industries produisait des chaînes industrielles de haute technologie pour l'agroalimentaire pour déplumer des poulets. Un exemple parmi tant d'autres d'une résilience, d'une imagination et d'une ingénierie, exceptionnellement exceptionnelle.

La puissance publique a su également construire avec volonté notre dissuasion nucléaire telle que nous la connaissons de nos jours. Et en même temps n'oublions pas que la France a ratifié le TIAN (Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires) le 7 juillet 2017 à l'ONU.



Pour la **CGT** les armes ne sont pas des marchandises comme les autres. La prolifération d'armes dans un monde politiquement instable est un risque majeur à évaluer avec beaucoup de finesse.

La **CGT** présente régulièrement aux députés intéressés par ces questions modernes de défense, le Pôle Public National de Défense (PPND), afin que nous puissions retrouver une pleine capacité de défense sans tomber dans le risque de faire la guerre pour faire la guerre. Le PPND propose donc entre autres une diversification des activités dans plusieurs secteurs économiquement viables (médical / militaires / Télécommunications / Aérospatial / énergies / Industrie, environnement etc...) et ce n'est pas utopique, cela a du sens et surtout avec des débouchés commerciaux à très forte plus-value. Car il n'y a pas d'avenir économique sans industrie décarbonée.

Nous allons maintenant certainement nous répéter, comme pris de radotage, concernant les conditions des personnels civils du MINARM qui ne voient aucunement la couleur du ruissellement financier alloué au notre ministère.

Ne nous étonnons pas si le secteur privé capte les ressources humaines au détriment d'une institution qui a du mal à attirer et à fidéliser ses personnels. Quoi qu'on en dise la rémunération reste et restera le principal levier. C'est tout simplement primaire, car le financier a du sens dans une économie capitaliste.

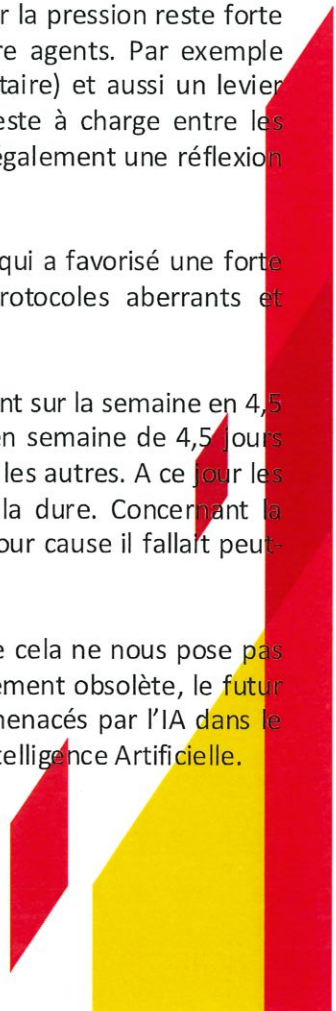
Toujours pas d'éclaircie à l'horizon sur le dégel du point d'indice, malgré l'inflation qui continue à son rythme et ce n'est pas le saupoudrage de quelques mesures catégorielles qui changera la donne sur ce sujet. Les avancements restent insuffisants. Les CMG croulent également entre autres sous la complexité de gestion de l'individualisation de la rémunération et ce n'est pas l'IA qui va changer les choses pour l'instant.

L'attractivité passe aussi par les conditions de logement des personnels civils car la pression reste forte sur le parc immobilier en zone tendue pouvant créer des concurrences entre agents. Par exemple l'accès égalitaire avec les personnels militaires au BCC (Bâtiment Cadre Célibataire) et aussi un levier d'attractivité et de fidélisation et ce n'est pas du tout un luxe. L'écart de reste à charge entre les différents restaurants administratifs pour un même agent hors ASA mériterait également une réflexion sur une uniformisation.

Le sujet de l'attractivité/fidélisation souffre également du double effet COVID, qui a favorisé une forte défection, peut être appuyé par l'effet de démobilisation associée aux protocoles aberrants et confinements successifs prescrits alors.

Concernant la proratisation des jours de congés et de RTT des personnels évoluant sur la semaine en 4,5 jours, encore une fois le Conseil d'État a tranché le sujet. Oui les personnels en semaine de 4,5 jours doivent bénéficier eu aussi de 18 jours de RTT et de 25 jours de congés comme les autres. A ce jour les quantités de jours perdus cumulés sont énormes depuis des années que cela dure. Concernant la semaine en 4 jours la proratisation dans ce cas ne se serait pas appliquée et pour cause il fallait peut-être la vendre à ce moment-là ?

Concernant l'IA, nous en sommes qu'au début et ça promet déjà, espérons que cela ne nous pose pas plus de problème que cela nous apporte de solution et rendant l'humain totalement obsolète, le futur parlera. A titre d'exemple des estimations évaluent à 300 millions d'emplois menacés par l'IA dans le monde sans compensation d'emplois. En attendant cette DL est produite sans Intelligence Artificielle.





Concernant la PSC (Protection Sociale Complémentaire) depuis le 1^{er} janvier 2025 les agents en ASCAA (Allocation de Cessation d'Activité au titre de l'Amiante) se voient prélever la totalité (part salarié + part employeur) de la souscription obligatoire à Harmonie Mutuelle tous les mois. Harmonie Mutuelle qui leur indique que l'employeur reversera de son côté mensuellement la part employeur, mais ce n'est pas le cas. Certains RH de proximité alertés, ont ensuite contacté des CMG qui sont toujours en attente de directives concernant la régularisation des personnels en position ASCAA.

Concernant la réintégration de la fonction RH depuis les GSBdD vers les établissements, des remontées terrains indiquent des difficultés rencontrées en local. Les restructurations/transformations continuent.

Napoléon disait des fonctionnaires qu'ils devaient avoir des privilèges. La **CGT** ne le dirait pas comme ça aujourd'hui, mais, cette idée avait un fondement. A contrario le « fonctionnaire bashing » que nous connaissons bien, abîme régulièrement notre Fonction Publique et les agents qui la servent. La Fonction Publique sera telle la variable d'ajustement pour trouver les 40 milliards ?

D'ailleurs concernant le conclave sur les retraites auquel la **CGT** s'est retirée car devenu stérile, il en ressort toujours cette fumée noire. Pour la **CGT** la retraite à 64 c'est toujours non. Comme disait très justement la secrétaire générale de la **CGT** Sophie BINET, le « recyclage d'une vieille arnaque » à propos de la TVA dite très péjorativement « sociale » et pourquoi pas finalement l'appeler aussi « TVA spéciale économie de guerre » puisque la finalité est bien de dégager des marges de manœuvre financière. Il est tout de même important d'appeler un chat un chat.

La **CGT** qui fête ses 130 ans en 2025 vous remercie de votre attention.

